

## Trajectoires après les coups d'État militaires (janvier 2025)

Les coups d'État militaires sont à la hausse, en particulier en Afrique, qui a connu six coups d'État militaires réussis (et trois tentatives) entre 2020 et 2022. En général, les coups d'État sont suivis d'une suspension de la politique formelle, de ce fait transférant la responsabilité de ce rôle à la société civile, ce qui implique des défis et des risques importants. Ce document présente une vue d'ensemble de certaines trajectoires potentielles pour les périodes de transition à la suite des coups d'État, en soulignant le rôle de la société civile.

Chaque coup d'État militaire s'inscrit dans un contexte spécifique qui détermine non seulement les conditions du coup d'État lui-même, mais aussi la transition politique qui suit le coup d'État. Néanmoins, la recherche démontre que certains motifs et similarités sont discernables lors de l'analyse de ces événements politiques.

La recherche montre que la plupart des coups d'État aboutissent au retrait des régimes militaires du pouvoir exécutif et à une transition vers un régime civil. Cependant, ceci n'est pas le cas dans tous les contextes, et les transitions varient considérablement dans leurs trajectoires et leurs chronologies. Le retour vers un régime civil dure, en moyenne, quatre ans, et la plupart des autocrates qui restent en positions de pouvoir au long-terme ne sont pas des figures militaires en activité. Toutefois, dans de nombreux cas, l'armée conserve un rôle important dans la politique et l'économie en cooptant des partis politiques ou des candidats, ou en exploitant des conglomérats appartenant à l'armée.

À la suite d'une prise de pouvoir, un gouvernement militaire instaure le plus souvent un état d'urgence, ce qui lui confère généralement des pouvoirs législatifs et exécutifs qui vont au-delà des attributions d'un gouvernement démocratiquement élu. Le régime militaire justifie généralement cette décision comme une mesure temporaire visant à garantir la stabilité avant qu'un plan de transition vers un régime civil soit mis en œuvre. Toutefois, ces mesures prétendument temporaires sont souvent reconduites à plusieurs reprises, voire indéfiniment dans certains cas.

Les trajectoires et scénarios des transitions politiques probables post-coup d'État peuvent être organisés en fonction de la période écoulée depuis le coup d'État militaire lui-même. Ce document se concentrera sur les scénarios à court et moyen terme à cet égard, avec un accent particulier sur l'impact de ces scénarios sur le pouvoir civil et l'espace civique, étant donné que les trajectoires à long

terme et les transitions « achevées » sont plus difficiles à définir de manière tangible. Dans ce contexte, le « court terme » fait référence à la première année suivant le coup d'État lui-même, et le « moyen terme » aux trajectoires qui se poursuivent au-delà de la première année suivant le coup d'État.

Selon les recherches existantes, certains facteurs clés ont un impact sur les trajectoires à court et à moyen terme des transitions politiques après un coup d'État. En particulier, la cohérence interne des forces armées et la capacité de la société civile et des partis politiques à se mobiliser contre la junte influence significativement les résultats des coups d'État. Cela souligne l'importance de protéger l'espace civique et l'activité de la société civile au cours de ces transitions politiques; la défense et l'organisation de la société civile réduit la probabilité de mise en place de gouvernements autoritaires à la suite de coups d'État militaires.

Bien que chaque trajectoire post-coup d'État soit spécifique à son propre contexte et déterminée par nombreux facteurs - y compris le contexte sociopolitique de l'État avant le coup d'État, les circonstances du coup d'État lui-même et les principaux acteurs dans l'environnement post-coup d'État - certains facteurs et modèles communs peuvent être identifiés en ce qui concerne l'impact à court terme des coups d'État militaires sur l'espace civique. En s'appuyant sur des données comparatives et des cas précédents, certains exemples sont énumérés dans le tableau ci-dessous.

## COURT TERME :

Signes de fermeture de l'espace civique	Signes d'ouverture de l'espace civique
Répression des activités de l'opposition/de la société civile	Volonté de discussion/délibération avec des homologues civils extérieurs au régime militaire
Renvoi de tous les dirigeants civils et remplacement par des figures militaires	Mise en place d'un gouvernement civil intermédiaire
Contrôle militaire direct des fonctions administratives de l'État	Préservation de la bureaucratie civile
Suspension des protections constitutionnelles (en particulier la liberté d'association et la protection contre la détention arbitraire et la torture)	Engagement à protéger les droits civils et sociaux
Prolongation répétée de l'état d'urgence	Le gouvernement militaire se tient au calendrier promis de la transition
Fermeture des frontières et dénonciation des influences/acteurs extérieurs (isolationnisme)	Volonté envers les alliances avec des acteurs extérieurs et d'autres États - intégration dans des organisations ou alliances régionales

Comme indiqué, certaines mesures mises en place par un régime militaire à la suite immédiate d'un coup d'État pour consolider son propre pouvoir ou pour établir un gouvernement de transition entraîneront directement certains changements dans la nature de l'espace civique et de l'activité de la société civile. Ces mesures initiales peuvent aussi être révélatrices des intentions et des ambitions du régime militaire en matière de gouvernance. Cependant, les contextes post-coup d'État, du fait de leur instabilité inhérente, sont sujets à des changements soudains et souvent imprévisibles. Par conséquent, les scénarios post-coup d'État à moyen terme peuvent être présentés comme un spectre. Allant de la solidification totale du contrôle militaire sur le gouvernement à une transition réussie vers un régime civil, ces scénarios évolueront dans le temps, généralement selon une trajectoire non linéaire. Le tableau suivant vise à délimiter ce spectre en identifiant cinq scénarios indicatifs, mais non exhaustifs, pour l'après-coup d'État, sur la base d'éléments comparatifs et d'études de cas provenant de différents contextes nationaux.

## MOYEN-TERME :

Scénario post-coup d'État	Exemples
<p>Le régime militaire reste au pouvoir et devient un régime autoritaire (pas de retour vers un régime civil).</p>	<p><b>Régime Pinochet, Le Chili :</b> À la suite du coup d'État de 1973 au Chili, le régime de Pinochet a suspendu les garanties constitutionnelles, dissout le Congrès et déclaré un état d'urgence dans tout le pays. Le régime a employé des tactiques des disparitions forcées et de la torture pour réprimer les voix dissidentes. Pendant la période de transition qui a suivi le coup d'État, la constitution de Pinochet de 1980 a conféré au bureau exécutif des pouvoirs d'urgence leur permettant de suspendre les droits civils, y compris le droit de manifester. Malgré les tentatives de limiter sévèrement les libertés civiles, la société civile elle-même a été en mesure de reconstruire des liens sociaux et une solidarité communautaire après le coup d'État, par le biais de cuisines communautaires, de centres d'emploi, de cantines pour enfants et de groupes de défense des droits de l'homme et des ouvriers. Dès le début du régime Pinochet, il était clair que les militaires n'avaient aucun intérêt ni aucune intention de revenir à un régime civil. Toutes les politiques mises en œuvre par le régime visaient à accroître l'influence de l'armée sur le processus politique, tout en limitant le pouvoir et l'influence des partis politiques traditionnels et des groupes de la société civile.</p> <p><b>Conseil d'administration de l'État Régime Tatmadaw, Myanmar:</b> En février 2021, le Tatmadaw, l'armée du Myanmar, a déposé les membres démocratiquement élus de la Ligue nationale pour la démocratie, citant l'invalidité des résultats de l'élection de 2020 comme la raison principale du coup d'État. Un état d'urgence a été institué pour un an et des insurrections armées ont éclaté dans tout le Myanmar en réponse à la répression violente des manifestations anti-coup d'État par l'armée. Depuis le coup d'État, le régime militaire a prolongé l'état d'urgence à plusieurs reprises, mais continue de perdre des territoires aux groupes non étatiques. Malgré une forte restriction de l'espace civique - notamment la restriction de la liberté de réunion et de la liberté d'expression (y compris sur les médias sociaux) ainsi que le ciblage des activistes pour persécution et arrestation - la junte continue de faire face à l'opposition du public et des groupes pro-démocratie.</p>

Scénario post-coup d'État	Exemples
<p>Les régimes militaires semblent inclure une variété de parties prenantes (y compris la société civile) dans les processus post-coup d'État, mais cette inclusion est superficielle. Les régimes deviennent plus répressifs et l'espace civique est de plus en plus coopté et devient plus restreint à tout signe de critique du régime.</p>	<p><b>Guinée, 2021:</b> Le coup d'État militaire qui a eu lieu en Guinée en septembre 2021 a déposé le président Alpha Condé, le premier dirigeant démocratiquement élu du pays après des décennies de régime autoritaire. Vers la fin de son second mandat, Condé a orchestré un coup d'État constitutionnel qui lui permettrait de se représenter aux élections un troisième fois. La période précédant le référendum et les élections a été marquée par une violente répression des manifestations de l'opposition, au cours de laquelle plusieurs manifestants ont été tués. Le coup d'État militaire, orchestré par un groupe de soldats des forces spéciales, a suivi peu après. Le président a été évincé et pris en otage, le gouvernement et la constitution ont été dissous et toutes les frontières terrestres et aériennes ont été fermées. Le coup d'État a d'abord été largement salué et a reçu le soutien du principal parti d'opposition de Condé et du FNDC, un mouvement citoyen qui avait mené des protestations contre les manœuvres politiques de Condé. Après le coup d'État, les autorités militaires ont formé le Comité national pour la réconciliation et le développement comme principal organe de gouvernement. Le CNRD a pris un certain nombre de mesures populaires dans la période qui a suivi immédiatement le coup d'État, notamment des mesures visant à promouvoir la cohésion sociale en s'adressant aux partis politiques, à la société civile, aux acteurs religieux, etc. En outre, le CNRD s'est clairement engagé à mettre en place un ordre constitutionnel dirigé par des civils d'ici la fin de l'année 2024, donnant ainsi aux Guinéens un calendrier définitif pour un retour à la démocratie. Cependant, trois ans après le coup d'État, l'optimisme initial s'est largement estompé. À l'approche de la fin de l'année 2024, il semble évident que la junte n'a pas l'intention de céder son pouvoir à un gouvernement civil. Par exemple, aucun budget n'a été alloué par le CNRD pour les élections. En outre, la junte a interdit toute forme de manifestation et de protestation, et continue de renforcer son contrôle sur les médias et les ONG. Malgré ces défis, les OSC guinéennes continuent de plaider pour une transition pacifique et inclusive vers la démocratie.</p>

Scénario post-coup d'État	Exemples
<p>Le régime militaire suit le plan de transition vers des élections multipartites mais tente de conserver son pouvoir et influence dans la sphère politique en créant son propre parti ou en cooptant un parti ou un candidat existant.</p>	<p><b>Mauritanie, 2008/2009:</b> En août 2008, le président Abdallahi, premier dirigeant démocratiquement élu de Mauritanie, a été renversé par un coup d'État mené par l'ancien chef de sa garde officielle, Abdel Aziz. Ce coup d'État a eu lieu après que le président a annoncé la rétrogradation de quatre généraux, dont Abdel Aziz, le chef de ce coup d'État et de celui qui a eu lieu en 2005. L'objectif du coup d'État, au-delà de l'expression des plaintes de membres éminents de l'armée, n'était pas clair. Il est d'autant plus décevant vu que le coup d'État de 2005 a été suivi d'une transition réussie de deux ans qui a donné lieu au transfert pacifique du pouvoir à un gouvernement civil, bien que les putschistes aient conservé des postes de direction importants et soient restés proches du siège du gouvernement et du pouvoir. Cela suggère que, malgré la transition réussie vers un gouvernement civil, le retour à l'ordre constitutionnel n'a peut-être pas intégré des garanties suffisantes, y compris une séparation claire entre le gouvernement militaire et le gouvernement civil. Des décennies de dictature ont gravement compromis les institutions civiles, les partis politiques et l'appareil d'État. Il semble qu'en 2008, bien qu'il ait été élu démocratiquement, le président Abdallahi ait à la fois surestimé la force des institutions et de l'autorité de l'État et sous-estimé le pouvoir et la popularité de l'armée. Les élections suivant le coup étaient prévues pour 2009, mais les manifestations pacifiques des partis politiques et des organisations de la société civile contre le calendrier électoral ont été violemment réprimées. Abdel Aziz, le chef du coup d'État de 2008, a démissionné de son poste de chef du Haut Conseil d'État, l'organe de gouvernement transitoire, pour se porter candidat aux élections. Il a remporté la majorité absolue du vote populaire, devenant ainsi le président élu. Malgré les allégations de fraude électorale de la part des partis d'opposition, les observateurs mauritaniens et européens ont jugé les élections transparentes.</p> <p><b>Zimbabwe, 2017/2018:</b> Le coup d'État militaire au Zimbabwe en 2017 était lui-même inhabituel. L'armée a pris contrôle de l'État, mais n'a pas instauré un état d'urgence, ni suspendu la constitution, ni même déposé le président, comme on s'y attendrait normalement lors d'une prise de pouvoir militaire. Le président Mugabe a lui-même déclaré que les actions de l'armée étaient légitimes et, quatre jours après le coup d'État, lors de son audience de destitution, Mugabe a démissionné de son poste de président.</p>

Scénario post-coup d'État	Exemples
	<p>Le coup d'État a eu lieu quelques jours après que l'ancien premier vice-président Emmerson Mnangagwa, qui bénéficiait du soutien des forces de défense zimbabwéennes, a été viré et contraint de fuir le pays. À la suite du coup d'État, Mnangagwa est devenu président par intérim, avant de démissionner pour pouvoir se présenter aux élections présidentielles de 2018. Il a remporté l'élection de façon marginale, devenant président élu, mais les observateurs internationaux ont signalé des irrégularités dans le processus électoral, notamment l'intimidation des électeurs et la corruption, ainsi qu'un manque de couverture médiatique pour les partis et les candidats de l'opposition. L'influence et la résilience de l'institution des chefs traditionnels constituent une caractéristique particulière du paysage politique zimbabwéen, tant à l'époque précoloniale qu'à l'époque postcoloniale. En raison de fonctions communautaires et leur capacité à mobiliser le soutien du public, la loyauté des chefs traditionnels a été achetée par le régime de Mugabe sous la forme d'avantages et de pouvoirs matériels. Même si cet accord se mène un peu plus discrètement depuis les élections de 2018, les privilèges dont bénéficient les chefs traditionnels existent toujours aujourd'hui. Certains éléments suggèrent que ces chefs auraient même influencé les résultats des élections en manipulant les décisions de leurs communautés.</p> <p><b>Myanmar, 2010:</b> Les élections de 2010 au Myanmar ont marqué les premières élections depuis 20 ans, après le coup d'État de 1990 mené par la junte militaire. Le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP), le plus grand parti du Myanmar soutenu par l'armée, a remporté une victoire écrasante avec environ 80% des voix. La junte a affirmé que l'élection était une étape clé dans la transition du régime militaire vers la démocratie civile. Cependant, les partis pro-démocratie et les groupes d'opposition au Myanmar ont allégué des fraudes électorales et insinué que l'élection était un moyen pour le régime militaire de préserver son régime autoritaire. Au moment de l'élection, l'USDP était dirigée principalement par de généraux militaires à la retraite, entretenant des liens proches avec des personnalités de haut rang au sein de la junte elle-même. En outre, suite à la fusion de l'USDP avec une puissante organisation pro-militaire (USDA), le parti a hérité de ressources financières considérables et de millions de membres. Avant les élections, les acteurs de la société civile, y compris les journalistes et les ONG formelles et informelles, ont mené des activités d'éducation civique et électorale afin de s'engager activement dans le processus électoral.</p>

Scénario post-coup d'État	Exemples
	<p>Les discussions sur la nouvelle constitution ont servi comme point de départ pour ces activités, basé sur le principe que l'engagement dans le processus de réforme mené par le gouvernement était plus productif pour le changement politique qu'une tactique de boycotts et de sanctions. Cette approche contrastait avec les tentatives antérieures du Myanmar de parvenir à un changement politique par le biais de révolutions sous forme de manifestations publiques, comme celles de 1988 ou de 2007.</p> <p>Suite aux accusations répandues de tactiques d'intimidation des électeurs et de fraude électorale de la part de l'USDP, au moins six partis politiques birmans ont porté plainte auprès de la commission électorale concernant l'équité et la validité de l'élection. Cependant, étant donné l'environnement politique et civil restreint et oppressif créé par la junte, cette enquête a été bloquée dès ces premières étapes. Dans l'ensemble, les élections de 2010 au Myanmar peuvent être considérées comme une étape importante dans la transition promise par les militaires vers un retour au pouvoir civil, tout en contribuant à mieux assurer la domination militaire continuée de l'espace politique et de l'État du Myanmar.</p>
<p>La transition d'un régime militaire à un régime civil se fait en principe, mais en réalité les militaires conservent le pouvoir et l'influence sur certains aspects de la gouvernance par le biais des réseaux néo-patrimonialistes bien établis, illusion de contrôle civil, mais sans aucune mesure substantive en faveur de la démocratisation.</p>	<p><b>Mali, après le coup d'État de 2012:</b> Après le démantèlement du coup d'État de 2012, le réseau néo-patrimonialiste au sein du pays a maintenu une emprise ferme sur la gouvernance de la sécurité. Tous les postes stratégiques ont été offerts à des alliés proches du président, et le comité législatif a été créé plus pour étouffer le débat que pour l'encourager. Le nouveau gouvernement a poursuivi une stratégie d'accumulation de ressources au cœur du pays, bénéficiant principalement à l'élite centrale (y compris les membres de l'armée qui ont mené le coup d'État de 2012), et négligeant la périphérie « ingouvernable ». Ce processus n'a rien fait pour renforcer le contrôle civil mais, plutôt, s'est efforcé à soutenir l'élite que la junte dénonçait par sa prise de pouvoir militaire en 2012. La société civile malienne n'a pas été en mesure de protéger le bien public dans ce cas, car la plupart des dirigeants des groupes de société civile, des partis politiques et des médias étaient eux-aussi intégrés dans les mêmes réseaux clientélistes que les représentants de l'État. Cette nouvelle réalité a incité de nombreux activistes maliens, qui se distançaient intentionnellement des organisations de la société civile établies, à passer à l'action. Au cours des mois qui ont suivi le coup d'État, ils ont organisé des réunions, formé de nouvelles associations politiques et utilisé l'Internet, les médias sociaux et les stations de télévision/radio privées pour contourner les restrictions imposées par le gouvernement en communiquant au nom de leurs organisations.</p>

Scénario post-coup d'État	Exemples
	<p>Les recherches ont montré que les groupes qui se sont formés plus ou moins spontanément au début de 2012 ont réussi à faire entendre leur voix et à influencer le processus politique malgré, ou peut-être à cause de, leur déconnexion des structures politiques existantes. Les militants ont repoussé les efforts de cooptation de la junte et des politiciens et ont critiqué les organisations de la société civile.</p>
<p>Le gouvernement de transition réforme le système électoral, supervise la rédaction d'une nouvelle constitution et transmet le pouvoir aux dirigeants civils nouvellement élus. Les militaires retournent dans les baraques et la séparation de pouvoir entre l'armée et le gouvernement civil est claire.</p>	<p><b>Niger, 2010/2011:</b> Suite à une tentative du président Tandja de modifier la constitution afin de supprimer la limite de durée des mandats et d'accroître les pouvoirs du président, un groupe de soldats a pris d'assaut le palais présidentiel et a fait prisonnier le président. Les dirigeants de la junte ont mis en place le Conseil suprême pour la restauration de la démocratie, mais n'ont fait aucune mention d'un calendrier électoral ou d'un plan de transition vers un régime civil dans la foulée immédiate du coup d'État. Cependant, vu la tentative de coup constitutionnel par le président, beaucoup de Nigériens ont vu dans le coup d'État un signe d'espoir de changement. Le principal groupe d'opposition du Niger a également apporté son soutien aux soldats, tout en demandant un retour à l'ordre constitutionnel. La communauté internationale a également exercé une forte pression sur les dirigeants militaires pour qu'ils cèdent rapidement le pouvoir. Malgré l'ambiguïté initiale concernant les futures élections, la junte a tenu ses promesses initiales de transférer le pouvoir à un gouvernement civil. Une nouvelle constitution a été adoptée à la fin de l'année 2010 et un « pacte républicain » - assurant les garanties démocratiques du régime civil et délimitant le rôle de l'armée - a été signé par les autorités militaires et civiles. Des élections présidentielles ont eu lieu début 2011, au cours desquelles aucun membre de la junte ne s'est présenté. Le leader de l'opposition, Mahamadou Issoufou, a remporté l'élection avec 58 % des voix.</p> <p><b>Guinée-Bissau, 2012-2014:</b> La Guinée-Bissau a connu deux coups d'État militaires au cours de l'année 2012. Le premier a été orchestré par des personnalités militaires importantes lorsque le premier ministre Carlos Gomes Júnior, qui était le candidat favori pour remporter la présidence à l'issue du second tour des élections présidentielles, a annoncé ses plans de réformes militaires significatives dès son élection à la présidence. Les relations entre civils et militaires ont été tendues depuis l'indépendance de la Guinée-Bissau, l'armée détenant un pouvoir important et étendu. L'objectif du second coup d'État est moins clair, mais il a été orchestré par une autre unité de l'armée, et pourrait donc être le résultat de luttes internes au sein des autorités militaires.</p>

Scénario post-coup d'État	Exemples
	<p>Des structures de transition ont été mises en place et des élections ont été organisées en avril 2013; la junte a été officiellement dissoute mais est restée influente. Certains analystes ont affirmé que, malgré la dissolution officielle de la junte, les autorités militaires n'avaient pas l'intention de se laisser faire contrôler par les autorités civiles. Le second coup d'État de 2012 a peut-être changé la donne, car il a révélé des faiblesses au sein de l'armée elle-même. Les élections législatives et présidentielles ont finalement eu lieu en 2014 et ont semblé indiquer que les militaires acceptaient le contrôle civil. Le chef du coup d'État d'avril 2012 a salué publiquement le président élu, qui a vaincu le candidat en deuxième position malgré le soutien de l'armée à ce dernier.</p>